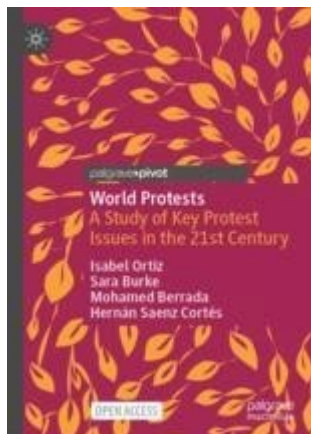


Mouvements de protestation dans le monde : Résumé des problématiques majeures au 21^e siècle

Par Isabel Ortiz, Sara Burke, Mohamed Berrada et Hernán Saenz Cortés¹



L'ouvrage «[Mouvements de protestation dans le monde : étude des problématiques majeures au 21^e siècle](https://worldprotests.org/)» (Palgrave Macmillan, 2022) analyse 2 809 mouvements de protestation survenus entre 2006 et 2020 dans 101 pays représentant plus de 93 % de la population mondiale.² Il examine essentiellement : (i) les principales doléances à l'origine des mouvements de protestation, (ii) le profil des manifestants, (iii) les méthodes de protestation utilisées, (iv) les entités qui sont la cible des manifestants, (v) les résultats obtenus, (vi) la répression (nombres d'arrestations, de blessés et de morts) et (vii) les tendances telles que la multiplication des mouvements de protestation des femmes et de la droite radicale, ainsi que les printemps arabe et sud-américain. Une annexe présente 250 méthodes de protestation non violentes. Cette étude montre que l'instabilité politique dans le monde augmente de manière parallèle à l'accroissement des inégalités. Les revendications des populations autour du

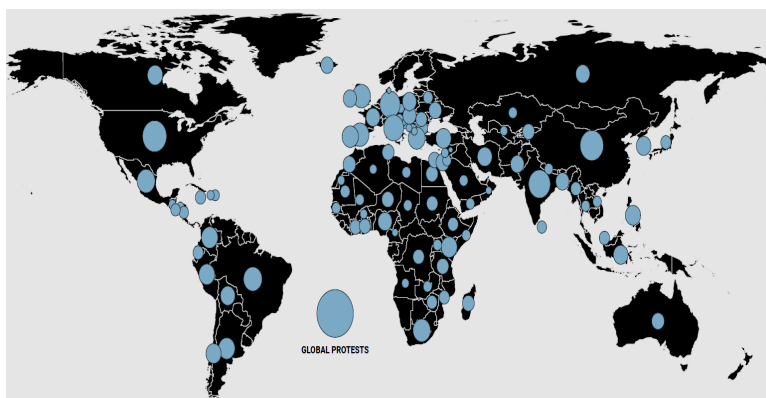
globe portent sur des thèmes largement communs : la plupart d'entre elles sont pleinement en accord avec les droits humains et les objectifs de développement des Nations Unies convenus au niveau international. L'étude exhorte les décideurs politiques à écouter et à répondre par des actes aux revendications des protestataires, que ces derniers les expriment de manière parfaitement articulée ou par la frustration, voire même la violence.

Au cours des dernières années, le monde a été secoué par une multitude de mouvements de protestation, du printemps arabe aux « gilets jaunes », en passant par le mouvement « Occupy » et les émeutes sociales au Chili et en Amérique latine. Certaines périodes de l'histoire ont été marquées par des mouvements sociaux de grande ampleur remettant en cause le statu quo et exigeant un changement, comme ce fut le cas par exemple en 1848, en 1917 et en 1968. À l'heure actuelle, nous vivons une nouvelle période d'indignation et de mécontentement croissants, et nous assistons à certains des plus grands mouvements de contestation de l'histoire mondiale.

Mouvements de protestation dans le monde 2006-2020

<https://worldprotests.org/>

À partir de 2006, le nombre total de protestations a augmenté de façon régulière chaque année jusqu'en 2020. Lorsque les effets de la crise financière mondiale ont commencé à se faire sentir en 2007-2008, on observe une première montée en flèche du nombre de mouvements populaires. Les manifestations se sont intensifiées avec l'adoption des mesures et réformes d'austérité dans le monde entier après 2010. Le mécontentement à l'égard du fonctionnement des gouvernements a atteint un pic en 2012-2013, période pendant laquelle les manifestants

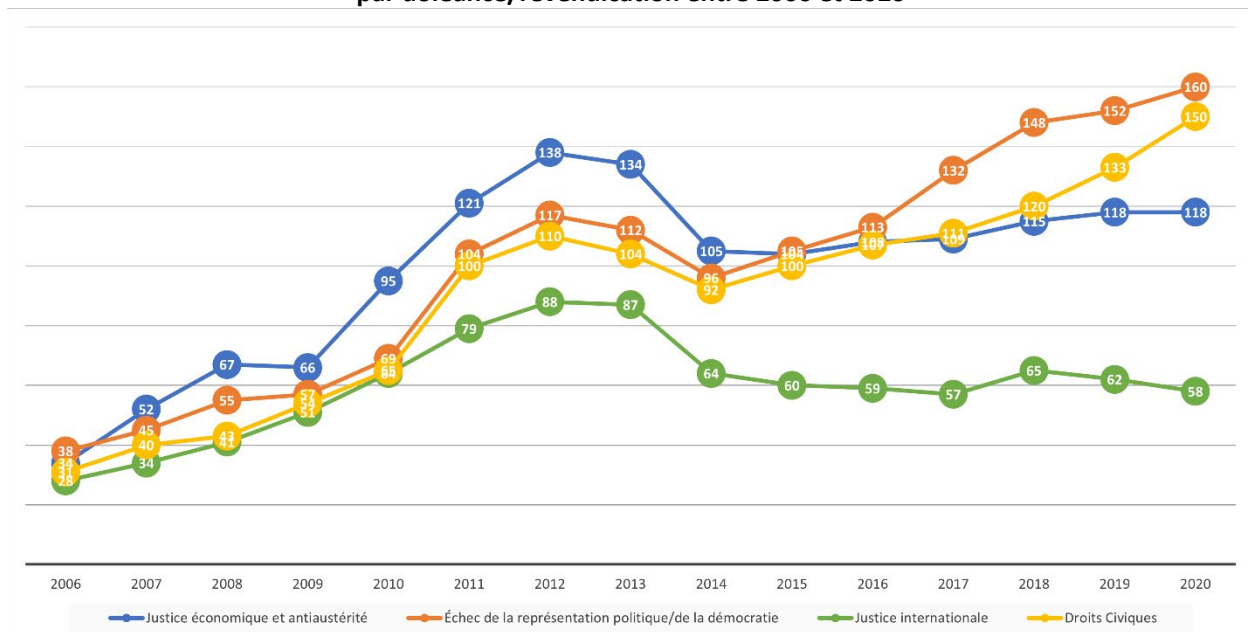


¹Isabel Ortiz est directrice du Programme de justice sociale mondiale dans le cadre de l'Initiative for Policy Dialogue, New York ; Sara Burke est Analyste senior des politiques publiques au bureau de New York de la fondation Friedrich-Ebert-Stiftung ; Mohamed Berrada est économiste senior/consultant indépendant à Casablanca et Hernán Saenz Cortés est analyste en relations internationales à Bruxelles.

² Cette étude compile des données provenant de reportages d'actualités publiés en ligne au cours des quinze dernières années dans six langues principales (arabe, anglais, français, allemand, portugais et espagnol) ; voir le site Internet complémentaire²: <https://worldprotests.org/>

protestaient contre l'absence de réelle démocratie et le manque de moyens pour les citoyens de mettre en cause la responsabilité des décideurs. Depuis 2016, les mouvements contestataires se sont à nouveau intensifiés, se muant fréquemment en « protestations omnibus » (portant sur des thèmes multiples) contre le système politique et économique. Partout dans le monde, les sondages d'opinion traduisent une insatisfaction vis-à-vis des démocraties et une défiance à l'égard des gouvernements. Des décennies de politiques néolibérales ont généré d'importantes inégalités et entraîné une érosion des revenus et du bien-être des classes sociales inférieures et moyennes, ce qui a donné naissance à un sentiment d'injustice, de déception face au dysfonctionnement des démocraties et de frustration au regard des échecs des politiques de développement économique et social. En 2020, la pandémie de coronavirus a accentué le malaise social.

Augmentation du nombre de mouvements de protestation dans le monde par doléance/revendication entre 2006 et 2020



Source : Ortiz, Burke, Berrada et Saenz Cortes, 2022 : [World Protests: A Study of Key Protest Issues in the 21st Century](#)

Les mouvements contestataires ont augmenté dans toutes les régions du monde. L'étude révèle que les mouvements de protestation sont plus nombreux dans les pays à revenu intermédiaire (1 327 événements) et les pays à revenu élevé (1 122 événements) que dans les pays à faible revenu (121 événements). Fait intéressant, le nombre de mouvements de protestation internationaux organisés simultanément dans plusieurs régions du monde a progressivement augmenté au cours de la période 2006 à 2020 (239 événements).

Ces mouvements de protestation n'étaient pas des émeutes spontanées et désordonnées : la plupart des mouvements populaires dans le monde étaient planifiés et leurs revendications étaient clairement exprimées. Les principales doléances et causes d'indignation étaient :

- **Échec de la représentation politique/de la démocratie** : 1 503 mouvements contestataires ont eu pour objet l'absence de réelle démocratie, la corruption ; l'échec du système judiciaire ; la souveraineté et le patriotisme ; la transparence et la responsabilité publique ; le pouvoir supposé de groupes non élus au sein de l'État (« Deep State ») ou l'oligarchie ; l'opposition à la guerre ou au complexe militaro-industriel ; la surveillance des citoyens ; l'antisocialisme et l'anticommunisme.
- **Justice économique et antiaustérité** : 1 484 mouvements de protestation ont porté sur des problématiques liées à l'emploi, aux salaires et/ou aux conditions de travail ; à la réforme des services publics ; à l'influence des entreprises, à la déréglementation et la privatisation ; à l'inégalité ; à la

justice fiscale ; au faible niveau de vie ; à une réforme agraire/foncière ; aux prix élevés du carburant et de l'énergie ; à la réforme des retraites ; au logement ; aux prix élevés des denrées alimentaires.



- **Droits civiques** : 1 360 mouvements de protestation sur les droits ethniques/indigènes/raciaux ; le droit aux biens publics communs (internet, foncier, culturel, atmosphérique) ; la liberté de réunion, de parole et de presse ; les droits des femmes et des filles ; les droits des travailleurs ; les droits LGBT et sexuels ; les droits des immigrés ; les libertés individuelles ; les droits des prisonniers et les questions religieuses. Ont été ajoutés dans cette catégorie les mouvements de protestation de la droite radicale qui cherchaient à refuser des droits ou l'égalité des droits à un groupe donné (par exemple des minorités).
- **Justice internationale** : 897 mouvements de contestation ont porté sur la justice environnementale et climatique ; ont été organisés contre le Fond Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale et l'Union Européenne/la Banque Centrale Européenne ; contre l'impérialisme (États-Unis, Chine) ; contre le libre-échange ; pour la défense des biens communs planétaires ; contre le G20.

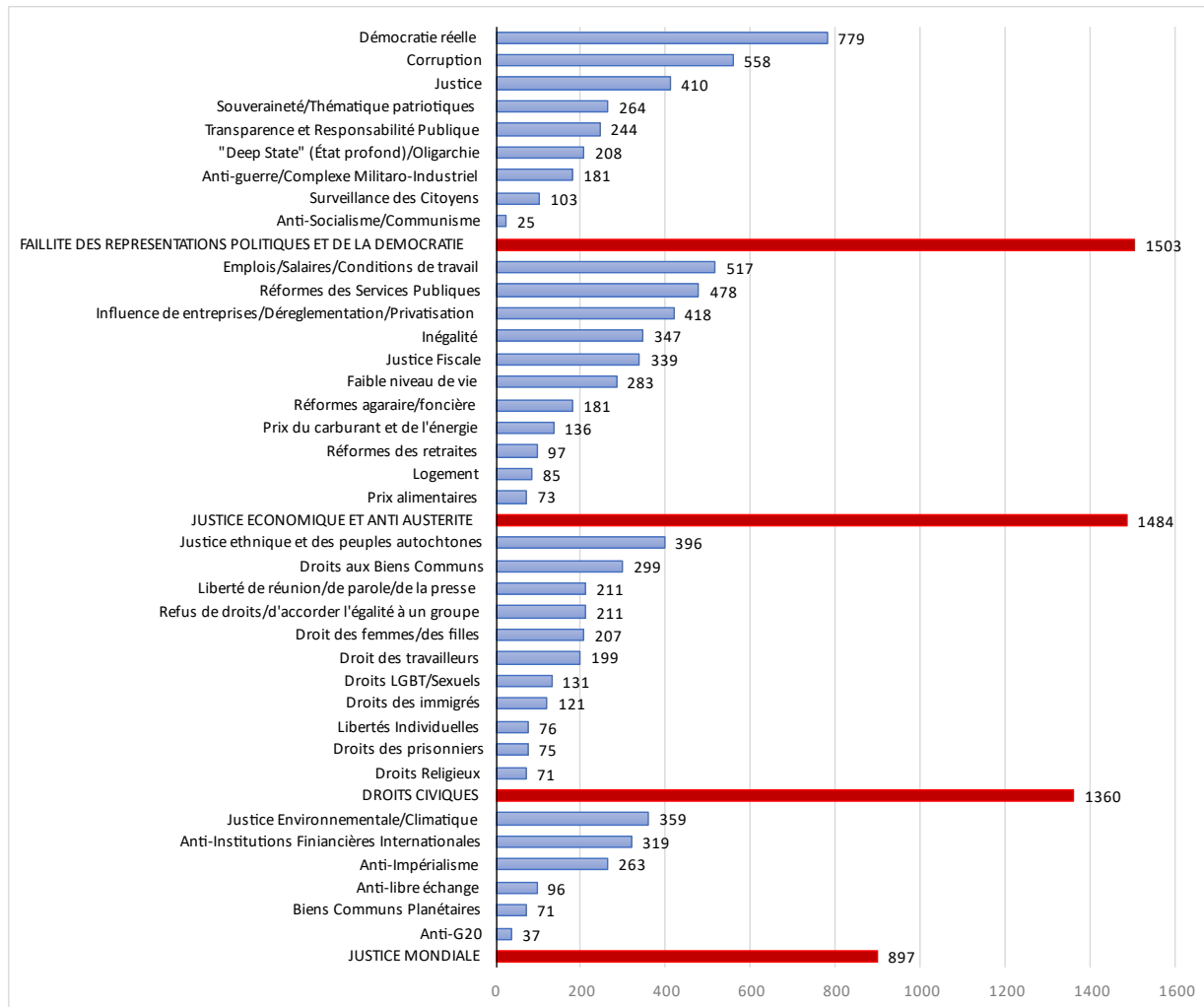
Une analyse détaillée du profil des manifestants révèle que les cortèges n'étaient pas seulement formés des catégories de protestataires traditionnelles (activistes, ONG/OSC, syndicats, par exemple) ; au contraire, des membres des classes moyennes, des femmes, des étudiants et des jeunes, des retraités, des groupes identitaires ethniques et autochtones ainsi que des citoyens ordinaires ont activement participé aux manifestations dans la plupart des pays. Autant de citoyens qui ne se considèrent pas comme des activistes, mais qui ont pris part aux manifestations pour exprimer leur déception à l'égard des institutions officielles, des partis politiques et des autres acteurs traditionnels de la vie politique qui leur sont associés. La participation massive des classes moyennes aux mouvements de contestation est le reflet d'une nouvelle dynamique : la solidarité antérieure des classes moyennes avec les élites a, dans de nombreux pays, été remplacée par un manque de confiance et une prise de conscience du fait que le système économique dominant ne produit pas de résultats positifs pour elles.

C'est non seulement le nombre de manifestations, mais aussi le nombre de manifestants qui a augmenté. D'après les estimations de comptage des participants, au moins 52 événements ont réuni un million de manifestants ou plus. La période 2006 à 2020 a vu certains des plus grands mouvements de protestation de l'histoire mondiale. Le plus grand jamais enregistré a été la grève organisée en Inde en 2021 pour protester contre le projet du gouvernement de libéraliser l'agriculture et le travail, qui aurait rassemblé 250 millions de manifestants. Si l'écrasante majorité des grandes manifestations étaient liée à des thématiques progressistes telles que l'amélioration des emplois, des salaires et des retraites, l'augmentation des investissements dans la santé, l'éducation et les services publics, la protection des agriculteurs, la lutte contre le changement climatique, la justice raciale, les droits des femmes et les droits civiques, la lutte contre les mesures d'austérité, la corruption et les inégalités, un certain nombre de manifestations ont été organisées par des groupes de la droite radicale, comme par exemple les manifestations de la mouvance QAnon aux États-Unis en 2020, les manifestations hostiles aux musulmans, aux migrants et aux réfugiés en Allemagne, ou encore les manifestations contre le Parti des travailleurs au Brésil en 2013 et 2015.

Les protestataires ont employé un large éventail de méthodes. Cette étude a identifié 250 méthodes de protestation non violente, toutes répertoriées dans une annexe de l'ouvrage, et constituant une actualisation des « 198 méthodes d'action non violente » de Sharp (1973). Nos recherches ont établi que les marches et les manifestations publiques (ou rassemblements), les blocages, les grèves et les occupations, ainsi que l'activisme sur Internet, ont été les méthodes de protestation les plus courantes. La période 2006 à 2020 marque également l'avènement d'une nouvelle ère de désobéissance civile/d'action directe menée par des pirates informatiques et des lanceurs d'alerte qui ont « fuité » d'énormes quantités de données appartenant à des gouvernements et à des entreprises, ainsi que par des avocats qui ont intenté des procès/contentieux pour faire avancer le progrès social et environnemental. Contrairement à la perception générale, les émeutes et les protestations s'accompagnant de violences et de vandalisme/pillage n'ont représenté que 20 % du nombre total de manifestations. Bien que mises en œuvre par quelques personnes, seulement 5 % des mouvements de

protestation s'accompagnent de mesures désespérées telles que des grèves de la faim et des violences auto-infligées (auto-immolation ou manifestants se cousant les lèvres, par exemple).

Nombre de mouvements de protestation par doléance/revendication entre 2006 et 2020



Source : Analyse réalisée par les auteurs des mouvements de protestation dans le monde rapportés dans des sources médiatiques entre 2006 et 2020, voir : <https://worldprotests.org/>

À qui les protestataires s'opposent-ils ? Dans la grande majorité des cas, les manifestants s'opposent à leur propre gouvernement national, en sa qualité d'organe de décision politique légitime responsable devant les citoyens. Près de 80 % des mouvements populaires exigent que les gouvernements assument la responsabilité de politiques économiques, sociales et environnementales afin qu'elles profitent à tous, et pas seulement à une minorité. Les protestataires s'opposent en outre à des systèmes/institutions distantes et non comptables telles que le système politique et économique (30 %), les entreprises/employeurs (23 %), l'Union européenne/la Banque centrale européenne (16 %), les élites (14 %), les partis/groupes politiques (14 %), l'armée/la police (14 %), le FMI (10 % – et la Banque mondiale, 1 %), le secteur financier (9 %), le libre-échange (3 %), le G20 (près de 3 %), ainsi que les États-Unis d'Amérique (6 %) et l'impérialisme chinois (3 %).

Qu'ont obtenu les protestataires ? Historiquement, les mouvements de contestation ont été un moyen d'obtenir des droits fondamentaux au niveau national et international. Nos recherches montrent que 42 % des protestations ont abouti à un résultat tangible, généralement un succès partiel. Le succès est rarement obtenu

à l'issue d'une seule manifestation, mais constitue l'aboutissement de plusieurs années de protestation axée sur la même doléance/revendication. Ces résultats ne sont pas nécessairement négatifs, puisque de nombreux mouvements de protestation portent sur des problèmes structurels à long terme et peuvent permettre des avancées au fil du temps ; des évolutions progressives ou des réussites à court terme peuvent être précurseurs d'un changement plus profond. Des revendications concrètes (une hausse des salaires, le rétablissement de subventions, notamment pour la nourriture et le carburant, ou l'arrêt de la construction d'infrastructures, par exemple) ont plus de chances d'aboutir que des protestations axées sur un changement structurel. Plus la problématique est structurelle (inégalité, libre-échange, impérialisme, par exemple) et plus l'entité visée est éloignée (le G20, le secteur financier, le FMI, les alliances militaires, par exemple), plus le taux de réussite est faible. Les protestations ciblant les gouvernements (nationaux et locaux), les autorités religieuses, les employeurs et les entreprises locales ont des taux de réussite plus élevés.

Plus de 60 % des événements analysés dans l'étude ont donné lieu à une répression, que ce soit sous la forme d'arrestations ou de blessures et de décès dus à une violence organisée par l'État. Parmi les autres méthodes de répression rapportées on peut citer le gaz lacrymogène, la surveillance, les lois de repréailles, le harcèlement, les poursuites judiciaires, la disparition d'individus, le déplacement de personnes, les coups de feu, la torture, les restrictions d'accès à Internet, les expulsions et la déportation. Selon les médias, les manifestations qui ont donné lieu au plus grand nombre d'arrestations au cours de la période 2006 à 2020 ont eu lieu à Hong Kong (Chine), en Égypte, en France, en Iran, au Royaume-Uni, en Russie, au Soudan, au Chili, en Malaisie, au Mexique, aux États-Unis, au Canada et au Cameroun, avec 10 000 à 1 000 arrestations par manifestation. Les manifestations qui ont fait le plus grand nombre de blessés se sont déroulées dans les Territoires palestiniens occupés ainsi qu'en Égypte, au Chili, en Thaïlande, en Équateur, au Liban, en Algérie, en Hongrie et en Indonésie. En ce qui concerne le nombre de décès, les pays au bilan le plus déplorable sont le Kirghizistan, l'Égypte, les Territoires palestiniens occupés, le Kenya, l'Iran, l'Éthiopie et le Soudan. Il convient de noter que si les arrestations et la surveillance sont directement liées à la répression menée par le gouvernement, un certain nombre de blessures et de décès peuvent être le résultat d'affrontements violents entre différents groupes.

Ces dernières années, on constate dans le monde entier un glissement de manifestations populistes de gauche antiautoritaires vers des manifestations populistes d'extrême droite, généralement autoritaires. Les mouvements contestataires de la droite radicale ont notamment en commun de condamner les systèmes politiques en les accusant de corruption et en insinuant que des forces obscures (« Deep State ») conspirent au sein de l'État pour priver les classes moyennes de la sécurité économique. C'est ce profil qui a conduit au mouvement QAnon et à l'attaque du Capitole des États-Unis, et qui nourrit les rumeurs de conspirations « au sein de l'Europe profonde/de puissances étrangères » en Hongrie, en Pologne, au Royaume-Uni et en Turquie. Si la colère qui s'exprime dans ces mouvements de protestation peut être une réponse rationnelle à des systèmes politiques échouant depuis des années à satisfaire les besoins économiques de la population, la caractéristique la plus inquiétante de cette vague populiste est le nombre de manifestants qui non seulement revendiquent de pouvoir exercer leurs propres droits, mais qui s'opposent également à l'octroi de droits et de l'égalité de statut à des groupes dont ils estiment qu'ils menacent leur emploi ou leur statut, tels que les immigrants (cf. par exemple les « Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident » ou PEGIDA en Allemagne, le mouvement « quitter l'Union européenne » au Royaume-Uni et un certain nombre de manifestations de « gilets jaunes » en France, en Irlande et au Canada). Parmi les autres caractéristiques, on peut citer la revendication de libertés individuelles (liberté de porter une arme, de ne pas porter de masque, de ne pas respecter de quarantaine), le nationalisme, le patriotisme et la promotion des valeurs traditionnelles. Entrent par exemple dans cette catégorie les « milices de protection de la vache » dans l'Inde de Modi, le nationalisme musulman d'Erdogan en Turquie et le parti « Balles, Bible et Bœuf » au Congrès brésilien, qui visait à renverser le Parti des travailleurs démocratiquement élu. De nombreux groupes nationaux et étrangers encouragent également le ressentiment et l'affaiblissement des démocraties pour faire avancer leurs intérêts, en usant de la désinformation et de la mésinformation comme d'une arme dans les médias sociaux.

Ainsi, au cours de la période 2006 à 2020, des mouvements de contestation ont été instrumentalisés par des factions politiques souhaitant accéder au pouvoir et encourageant fréquemment la violence. Pour lutter contre le populisme de la droite radicale, les sociétés devront lever le masque sur les contradictions des politiques d'extrême droite afin que les citoyens puissent les constater par eux-mêmes. Les sociétés devront également mener des politiques économiques équitables afin de réduire les inégalités et d'offrir des opportunités et un meilleur niveau de vie à tous. La tendance actuelle à une montée en force des mouvements nationalistes autoritaires ne s'inversera pas tant que des efforts importants ne seront pas entrepris pour lutter contre la polarisation, l'inégalité et la désinformation/mésinformation.

Nos recherches confirment une relation positive entre les niveaux d'inégalité plus élevés et le nombre de mouvements de protestation dans les pays à revenu élevé et intermédiaire ; en revanche, une telle relation n'existe pas dans les pays à revenu faible. Pour en savoir davantage à ce sujet, nous avons examiné la relation entre les protestations et les augmentations/réductions des coefficients Gini des inégalités (après impôts et allocations sociales). Celle-ci a fait apparaître que les mouvements de protestations sont plus nombreux dans les pays où les inégalités augmentent et, à l'inverse, moins nombreux dans ceux où les inégalités se réduisent. L'analyse des données montre également une corrélation entre le pourcentage de personnes qui pensent que les gouvernements ne sont au service que d'une minorité et le nombre de protestations dans le pays.

Une autre tendance marquante est l'importance croissante des protestations pour la défense des droits des femmes et des filles, tant aux niveaux nationaux qu'au niveau mondial. Le mouvement mondial #MeToo (2017-) qui dénonce le harcèlement sexuel et l'inégalité des salaires et des chances dans le milieu professionnel, #NiUnaMas au Chili (2018-) et les pays hispanophones, ou encore des mouvements de protestation plus localisés tels que celui revendiquant le droit de voter et de conduire pour les femmes en Arabie Saoudite (2006-2017) et #BringBackOurGirls après les enlèvements de jeunes filles au Niger (2014) sont autant d'exemples récents de protestations de lutte pour les droits des femmes.

L'ensemble de mesures requises, aux niveaux nationaux comme au niveau mondial, pour répondre aux doléances décrites dans cet ouvrage concerne quasiment tous les domaines de la politique publique, de l'emploi, des services publics et de la protection sociale à la bonne gouvernance, l'absence de corruption, une fiscalité équitable et les droits civiques. Les gouvernements doivent prêter l'oreille aux messages des manifestants. La plupart des revendications sont pleinement en accord avec les droits humains et les objectifs de développement des Nations Unies convenus au niveau international. Les dirigeants et les décideurs politiques ne feront que favoriser de nouveaux troubles s'ils n'écourent et ne donnent pas suite aux principales revendications des manifestants.

Référence :

World Protests: A Study of Key Protest Issues in the 21st Century

Auteurs : Ortiz, I., Burke, S., Berrada, M., Saenz Cortés, H.

Éditeur : Palgrave Macmillan (2022) | ISBN 978-3-030-88513-7 / DOI 10.1007/978-3-030-88513-7

Ouvrage en accès libre pouvant être téléchargé à l'adresse : <https://link.springer.com/book/10.1007/978-3-030-88513-7>

Rendez-vous sur le site Internet complémentaire: <https://worldprotests.org/>